

## "Où va le Mouvement Européen?" dans La voix fédéraliste (1955)

**Légende:** En 1955, le Luxembourgeois Arthur Calteux, vice-président de l'Union européenne des fédéralistes (UEF), s'interroge sur l'avenir du Mouvement européen.

**Source:** La voix fédéraliste. Organe de l'Organisation Luxembourgeoise du Mouvement Européen. 1955, n° 1.  
Luxembourg: Organisation Luxembourgeoise du Mouvement Européen.

**Copyright:** Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/ou\\_va\\_le\\_mouvement\\_europeen\\_-\\_dans\\_la\\_voix\\_federaliste\\_1955-fr-e6e87a48-9ca7-442c-8a4d-dc1233fddb0a.html](http://www.cvce.eu/obj/ou_va_le_mouvement_europeen_-_dans_la_voix_federaliste_1955-fr-e6e87a48-9ca7-442c-8a4d-dc1233fddb0a.html)

**Date de dernière mise à jour:** 14/09/2012

## Où va le Mouvement Européen?

L'existence du «Comité International de coordination des Mouvements pour l'Unité Européenne», créé en 1947, avait permis d'assurer une certaine coordination entre les divers mouvements qui, dès 1946, se donnèrent pour but de grouper les esprits les plus éclairés et les mieux avertis des nécessités européennes.

Le besoin d'une coopération permanente entre les mouvements s'était en effet fait sentir dès le début. Si le Comité de coordination avait permis d'organiser efficacement le Congrès de la Haye en mai 1948, celui-ci n'avait pourtant été que le premier jalon en même temps qu'il avait tracé dans ses grandes lignes le but à atteindre. Une organisation permanente s'imposait.

Mais les négociations furent difficiles, chaque mouvement désirant garder au maximum son autonomie et poursuivre ses objectifs particuliers.

Le «Mouvement Européen» créé dans ces circonstances en février 1949 à Bruxelles ne fut donc pas un mouvement homogène mais bien une fédération de mouvements dont le rôle serait d'assurer dans la mesure du possible, une ligne d'action commune.

Mais comment assurer une action efficace entre ceux qui veulent, au-delà des institutions nationales que nul d'ailleurs ne songe à détruire, créer des pouvoirs politiques supranationaux, indispensables à la sauvegarde des grands intérêts communs, et ceux qui, d'autre part, préconisent une simple confédération d'Etats gardant une souveraineté plus apparente que réelle et liés entre eux par de simples traités d'alliance? Comment concilier les vues et les activités de ceux qui poursuivent une intégration politique de notre continent et celles des partisans d'une simple collaboration économique et culturelle.

Ainsi le Mouvement Européen était atteint dès ses origines d'un mal congénital. Quoi d'étonnant, dès lors, que des tiraillements douloureux se soient fait sentir dans son sein jusqu'au moment, en novembre 1951, où Paul-Henri Spaak, voyant le Conseil de l'Europe affecté des mêmes tendances paralysantes, prit nettement position en faveur de la thèse fédéraliste. L'immobilisme était vaincu! Un «Comité d'Action pour une Autorité supranationale» fut créé, au sein du Mouvement Européen auquel adhérèrent des délégués des six pays qui, peu de temps après, devaient constituer la première autorité supranationale: la «Communauté du Charbon et de l'Acier». Vraiment, l'Europe était en marche! Encore quelques mois, et voilà l'Assemblée ad hoc de Strasbourg décider l'élaboration d'un projet de charte européenne. Dès l'automne 1952, un bel optimisme traversait les rangs des militants européens, mêlé d'une fierté de bon aloi. Le Mouvement Européen n'avait-il pas contribué pour une large part aux résultats obtenus par une lutte opiniâtre de tous les jours!

Les revers, hélas, ne devaient pas se faire attendre. On sait l'immobilisme en politique étrangère qui a gagné la France dès mars 1953, après le départ de Robert Schuman du Quai d'Orsay. On connaît l'amertume de la défaite du 30 août 1954 en France, et le découragement qui a gagné tant de bons esprits européens. Les accords de Paris, s'ils sont de nature à sauver la solidarité militaire de l'Occident, ne peuvent être tout au plus qu'un point de départ pour une construction européenne valable. L'unification de l'Europe demeure menacée, à l'heure qu'il est, de graves dangers. Les solutions insuffisantes qu'on s'appête à mettre en œuvre sont en réalité, il faut bien le dire, de fausses solutions aux grands problèmes qui continuent de se poser en Europe. Fausses solutions qui engendrent dans les esprits une fausse et fallacieuse sécurité et souvent l'abandon de l'idéal d'une Europe unie. Et pourtant! En face des géants: U.S.A. et U.R.S.S. voilà l'Europe toujours compartimentée et morcelée, donc faible et impuissante sur l'échiquier mondial. 18 nations, 18 marchés, 18 monnaies, 18 codes du travail, autant de politiques étrangères, contingentements, droits de douanes, autorisations d'exportation, licences d'importation, offices des changes, passeports, visas... autant de facteurs d'infériorité de l'Europe désunie et divisée.

Seules des initiatives hardies, taillant dans le vif des souverainetés nationales, sont susceptibles de sauver nos pays.

Le Mouvement Européen devra s'élever à la hauteur des périls dont les pays européens sont menacés. S'il

veut garder son rôle d'avant-garde, s'il ne veut sombrer dans le néant et perdre tout prestige auprès des masses, il doit prendre des résolutions héroïques. Combattre pour la création des ETATS-UNIS d'EUROPE, tel devra être son mot d'ordre pour les mois prochains.

Qu'il nous soit permis de rappeler que le Conseil luxembourgeois du Mouvement Européen a, depuis des années, suivi cette politique.

L'heure n'est pas aux hésitations, aux atermoiements, aux demies mesures, sous peine d'encourir les rigueurs de l'histoire.

Il ne nous reste plus qu'un court moment pour quitter le chemin facile qui, immanquablement, mène l'Europe au servage, sinon à l'anéantissement. Rendons-nous compte des terribles responsabilités qui sont les nôtres.